



Discours de Ségolène NEUVILLE

Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion

Cérémonie d'ouverture du premier village santé mentale en France

« Cap sur la santé mentale »

Parvis de la Défense

Mardi 10 mai 2016

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président de la Fondation FALRET, Monsieur FABRE-FALRET

Monsieur le Maire-Adjoint en charge de la santé et du handicap à la Mairie de Paris, Cher Bernard JOMIER

Madame la Présidente de la Région Ile de France, Madame Valérie PECRESSE

Monsieur le Président du Conseil départemental des hauts de Seine, Patrick DEVEDJIAN

Madame la Conseillère Départementale des Hauts de Seine en charge du handicap, Madame BERGEROL

Mesdames, Messieurs les représentants des personnes et des familles

Mesdames et messieurs les professionnels, Mesdames, Messieurs

J'ai tenu à être présente parmi vous aujourd'hui comme j'en avais pris l'engagement auprès de la Fondation FALRET car je partage avec Marisol TOURAINE votre combat et votre détermination pour changer le regard porté par notre société sur la santé mentale, sur les maladies psychiatriques et les handicaps qui en découlent.

La santé mentale est un enjeu majeur de santé publique mais c'est plus encore un enjeu de société.

Agir pour une santé mentale positive, cela ne se résume pas à l'absence de maladie. C'est agir pour la cohésion de nos sociétés et contribuer ainsi à réduire les inégalités sociales, la perte de chance et l'isolement.

Nous sommes tous concernés de près ou de loin par la santé mentale. Et c'est donc un événement important qui s'ouvre ici sur le Parvis de la Défense durant trois jours.

Vous avez souhaité créer le premier village « santé mentale », village éphémère certes mais pour une cause durable et permanente nécessitant que nous partagions le même cap.

Ce cap, Marisol TOURAINE a souhaité le rappeler et le confirmer dans le cadre de la loi de modernisation de notre système de santé. Cette loi de modernisation a pour objectif de s'attaquer aux inégalités de santé, en soulignant la place déterminante de la prévention et de l'éducation en santé et en installant un parcours de soins, une prise en charge dans la proximité et la continuité, y compris en santé mentale.

C'est son article 69 qui porte spécifiquement sur la santé mentale et l'objectif est clairement affirmé : nous avons à relever le défi collectif de réduire les inégalités d'accès aux soins, à la santé, aux droits et à la participation sociale qui frappent tout particulièrement nos concitoyens concernés par un trouble de santé mentale. Les mesures concernant la psychiatrie et la santé mentale réaffirment l'organisation de la psychiatrie par secteur, ce dispositif spécifiquement français, qui permet à la population d'un territoire géographique d'avoir accès à des soins coordonnés, de proximité, et dispensés par une même équipe. Mais la mission de psychiatrie de secteur est incitée à évoluer. Une adaptation est tout d'abord nécessaire pour que l'hospitalisation ne soit qu'une période la plus courte possible dans un parcours de soins et de vie. Cela implique de développer une offre de services diversifiée et basée sur l'ambulatoire et la proximité, à partir du lieu de vie des personnes. Nous savons par exemple que chaque fois qu'une équipe mobile est mise en place dans le cadre du secteur de psychiatrie, le nombre d'hospitalisations diminue ainsi que le taux d'occupation des lits. La mission de psychiatrie de secteur consiste aussi à garantir à la population desservie la continuité des soins psychiatriques et leur accessibilité territoriale et financière.

Enfin, les établissements de santé assurant la mission de psychiatrie de secteur participent, sans nécessairement les piloter, aux actions menées en matière de prévention, de soins et d'insertion dans le cadre du projet territorial de santé mentale.

Je le redis : la santé mentale est l'affaire de tous. Et c'est donc l'objectif du projet territorial de santé mentale d'ouvrir sur une plus grande participation des habitants, des élus, des

usagers et de leurs familles, ainsi que de tous les acteurs intervenant dans la santé mentale. Je veux ici insister sur la place des élus locaux et je tiens donc à saluer l'investissement des collectivités présentes aujourd'hui pour cet évènement.

C'est tout le sens de la démocratie sanitaire en santé mentale porté également par la loi de modernisation. C'est pour faire vivre cette démocratie locale en santé mentale que Marisol TOURAINE a souhaité que les conseils locaux de santé mentale soient entérinés par la loi : pilotés par les élus, ils font partie intégrante du projet territorial de santé, et sont les instances de concertation et de coordination entre la psychiatrie et les habitants, pour l'inclusion sociale, le logement, les loisirs, le travail.

En agissant sur les déterminants de santé, ils participent aussi à la prévention et à la promotion de la santé mentale à l'échelle de leur territoire (souvent un quartier, une commune, ou une intercommunalité).

Agir en faveur de la santé mentale, c'est aussi changer le regard porté par la société, agir pour la déstigmatisation et reconnaître les compétences, les rôles sociaux des personnes concernées. De nombreuses initiatives existent et votre évènement y contribue pleinement. Les associations représentatives des personnes et des familles mènent ce combat depuis de nombreuses années, soutenues par des professionnels engagés.

C'est pour ces raisons que le Ministère des Affaires sociales et de la Santé apporte son soutien à ces initiatives. Je veux à ce propos vous dire l'importance que revêt à mes yeux le développement des groupes d'entraide mutuelle. Ce sont des dispositifs concrets, de proximité, gérés par les personnes elles-mêmes. Je suis favorable à ce qu'ils puissent se développer de plus en plus.

Je veux aussi partager avec vous un principe qui me tient particulièrement à cœur : ne rien faire sans les personnes elles-mêmes et sans les familles. Ce que les anglo-saxons appellent l'« empowerment » et que l'on pourrait tout simplement appeler l'autonomisation, ou la capacité pour les personnes de faire ses choix, décider et agir. Cela suppose que les soins et services, qui étaient l'affaire des professionnels et des institutions, se recentrent sur la capacité et le pouvoir des personnes malades à gérer leurs troubles avec l'aide des professionnels.

Redonner l'espoir aux personnes, c'est agir pour leur rétablissement et les techniques de soins et d'accompagnement évoluent en ce sens. Nous avons en France des expériences probantes en matière de réhabilitation psychosociale centrée sur le rétablissement des personnes. Nous avons aussi des équipes de recherche associant d'ailleurs les personnes et les familles. Ce sont

des atouts essentiels pour l'avenir et la qualité de votre programme de tables rondes et de débats durant ces trois jours témoignent de cette richesse.

Je veux enfin faire mienne l'ambition de l'accès et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap psychique. C'est le thème de votre dernier jour de débats.

C'est une priorité de mon action en lien étroit avec Myriam EL KOMHRI, Ministre du Travail. C'est pour soutenir les initiatives existantes et les développer partout en France que j'ai souhaité que la définition et les conditions concrètes de mise en œuvre de l'emploi accompagné soit portés dans le cadre du projet de loi en cours de débat à l'Assemblée nationale.

L'objectif est simple : faire en sorte que tous les partenaires, allant du service public de l'emploi aux équipes médico-sociales et sanitaires ainsi que les MDPH mettent en œuvre ensemble les accompagnements individuels auprès des personnes et le soutien aux employeurs.

La citoyenneté passe dans notre société beaucoup par le travail et c'est donc essentiel d'agir pour lever les obstacles vécus au quotidien par les personnes en situation de handicap psychique.

L'emploi accompagné, de la même façon que le logement ou l'éducation, sont deux thèmes qui seront abordés lors du rendez-vous de la Conférence nationale du handicap qui aura lieu le 19 mai en présence du Président de la République.

Le handicap psychique fera partie des discussions. Cette CNH sera l'occasion de faire le bilan des avancées mais aussi d'établir des constats exigeants de ce qu'il nous reste à faire.

Ce sera l'occasion aussi de réaffirmer la nécessité de rendre notre société encore plus inclusive.

Ce sera aussi et prioritairement l'occasion pour le Président de la République de rappeler le cap qu'il a fixé lors de la dernière CNH en décembre 2014.

Le handicap psychique fait partie de ce cap ! Et c'est pour cela que j'ai souhaité être présente aujourd'hui avec vous.

Mesdames, messieurs, je vous souhaite d'excellents travaux, d'excellents débats.

Ensemble, gardons le cap pour une santé mentale positive et l'inclusion des personnes en situation de handicap psychique.

C'est un cap que nous pouvons atteindre et sur lequel nous ne devons rien céder car il est le visage de la solidarité et la fraternité que notre société garantit à toutes celles et ceux qui, du fait de leur vulnérabilité, se trouvent en difficulté dans leur vie.

Merci pour votre mobilisation collective.

Je vous remercie.